



SOCIÉTÉ

Les confinés passent le bac

Terrassé. Pour la première fois depuis sa création, en 1808, le bac sera délivré sur la base des notes des deux premiers trimestres. L'examen survivra-t-il à l'épidémie ?

PAR NICOLAS BASTUCK

Juin 1940. Les dernières lignes de défense de l'armée française s'effondrent, le pays est à terre, c'est la débâcle. Des centaines de milliers de Français sont jetés sur les routes, les institutions s'écroulent. Sauf une : le baccalauréat, dont la session est maintenue. Certaines épreuves ont été avancées, d'autres repoussées après l'armistice signé le 22 juin par le gouvernement de Philippe Pétain, des caves sont réquisitionnées dans certaines universités, mais l'examen, cette « *liturgie laïque* » décrite par Claude Lelièvre, professeur émérite à l'université Paris-Descartes et biographe de Jules Ferry, est organisé coûte que coûte. « *Une de mes vieilles amies, âgée de 93 ans, me racontait lors d'un colloque l'avoir passé à Bordeaux, où elle venait d'être évacuée avec une partie de sa famille. Au stress des épreuves s'ajoutait le traumatisme de l'exil et de la dispersion familiale* », raconte Philippe Marchand, professeur honoraire à l'Université Lille-3, spécialiste de l'histoire du bac. « *L'examen s'est déroulé dans des conditions chaotiques, mais les candidats étaient nettement moins nombreux qu'aujourd'hui, ce qui a permis de sauver la session* », resitue Jean-François Chanet, recteur de Besançon (Doubs), historien de l'éducation lui aussi. Moins de 30 000 candidats seront finalement reçus cette année noire. Pour prendre la mesure de ces chiffres, il faut se souvenir que 668 000 candidats sont devenus bacheliers l'an dernier.

Comme la DS Citroën, le Tour de France ou le steak-frites, le bac aurait mérité sa place dans les *Mythologies* de Roland Barthes. L'examen a survécu à deux empires, quatre républiques, deux guerres mondiales et quelques calamités (grippe espagnole, grande sécheresse, insurrections...). Il aura fallu un virus respiratoire pour en venir à bout et imposer un contrôle continu total. Une première dans les

Annales du diplôme, création d'un décret napoléonien du 17 mars 1808 qui en fit le premier grade de l'Université impériale.

3 avril 2020 : après deux semaines de confinement, et alors que l'épidémie de Covid-19 flambe, Jean-Michel Blanquer annonce, visage fermé, l'annulation des épreuves. Seul l'oral de français est sauvé, en tout cas pour l'instant. Le ministre ferraillera jusqu'au bout pour le préserver, invitant les lycéens de première à « *préférer Phèdre à Netflix* ». La dernière digue saute le 28 mai. Alors que le Premier ministre décrète la réouverture des terrasses et jardins, Blanquer jette l'éponge et se rallie à la position des syndicats qui, unanimes, en réclamaient l'annulation. « *Une catastrophe... sauf pour les cancre* », se désole Jean-Paul Brighelli, agrégé de lettres modernes, enseignant à Marseille et auteur d'essais décapants sur l'éducation (*La Fabrique du crétin*, 2005, éd. Jean-Claude Gawswitch). « *L'oral de français ne représente plus grand-chose mais, au moins, on maintenait symboliquement une tension intellectuelle, un semblant de rite. C'est comme à la messe, s'il n'y a pas de communion, tout le monde se barre avant la fin de l'office !* » ironise-t-il. L'an dernier, le ministre Blanquer s'en était pris aux correcteurs grévistes qui, opposés à sa réforme du lycée, avaient abîmé « *l'un des plus beaux rendez-vous républicains* » – un « *sacrilège* », s'indignait-il. On imagine ce que cet ultime sacrifice, consenti au nom de la raison sanitaire, a dû lui coûter.

« *La prise en compte des notes obtenues durant l'année n'est pas une nouveauté.* », relativise Philippe Marchand. Elle date de 1902, année de la création du livret scolaire. Georges Leygues, ministre de l'Instruction publique, enjoint aux jurys d'en tenir compte lors des délibérations pour les cas tangents. « *À l'époque, déjà, cette ébauche de contrôle continu fit polémique avec des arguments assez proches de ceux* ■■■

27 777

C'est le nombre de bacheliers à la session de 1940, qui se déroule dans des conditions très difficiles. Moins d'un candidat sur deux est reçu.

LAPI / ROGER-VIOLLET



Rite. Un groupe d'élèves consulte dans le journal les résultats du baccalauréat, rue Soufflot, à Paris, le 26 juin 1944.



■ ■ ■ que l'on entend aujourd'hui : la différence de niveau, et donc de notation d'un lycée à l'autre ; les écarts entre le public et le privé... ».

Jeune professeur d'histoire au lycée Paul-Hazard d'Armentières (Nord), Philippe Marchand se souvient d'avoir été convoqué en juin 1968 pour faire passer le bac. Organisées dans la précipitation, les épreuves se limitent à des oraux, regroupés sur une journée. « Nous avions reçu pour consigne de procéder à un examen attentif de leur livret ; sans qu'il soit question de surnotation, on nous avait encouragés à ne pas nous montrer trop sévères. J'avais 30 ans, ça ne m'avait pas particulièrement perturbé, mais pour mes collègues plus âgés, que les événements de mai avaient profondément choqués, la démarche était loin d'être évidente. »

Diplôme au rabais. Les taux de réussite grimpent en flèche : un peu plus de 165 000 candidats sont admis. Pour la première fois dans l'histoire du bac, les filles dépassent les garçons. « L'année suivante, un tour de vis fut donné (25 000 diplômés en moins) avant que les courbes ne repartent à la hausse », observe le recteur Chanut. Affichant un taux de réussite de 81,3 % (61,9 % l'année précédente, 67,6 % en 1969), la réputation du « bachot 68 » n'est plus à faire : diplôme au rabais, « bradé », « donné dans une pochette-surprise ». « Là encore, le même refrain que celui qu'on entend monter aujourd'hui », soupire Philippe Marchand. « On a beaucoup dit que le bac de 1968 ne valait rien ; l'avenir a montré que ceux qui l'ont obtenu n'ont pas été plus mauvais dans l'enseignement supérieur. Il n'y a pas eu de décrochage », insiste Jean-François Chanut. Une étude des économistes Éric Maurin (EHESS) et Sandra McNally (London School of Economics), publiée dans *La République des idées*, a suivi ces bacheliers dans le temps. Leur conclusion est sans appel : « Cette opportunité s'est traduite, des années plus tard, par un surcroît de salaire et de réussite professionnelle par rapport aux étudiants qui, nés un an plus tôt ou un an plus tard, n'avaient pas eu la chance de se trouver au bon endroit du système éducatif, au bon moment de son histoire. » De quoi rassurer les candidats de

la session en cours (la génération 2002), à leur tour en proie au « syndrome de l'imposteur » ? Ils sont nombreux, comme Juliette, élève de terminale au lycée du Parc, à Lyon, à se dire « frustrés et en même temps soulagés » de ne pas avoir à subir ce « rite de passage » et ses épreuves initiatiques : stress des révisions, angoisse de la copie blanche, attente des résultats, affichage... Ah, le fameux rite de passage, que la sociologue Annabelle Allouch (université de Picardie) nomme joliment « l'expérience physique de toute une génération » !

« La réussite au bac a longtemps consacré l'entrée en bourgeoisie », souligne le recteur Chanut. Le ministre Victor Duruy, sous le second Empire, avait affiché sa volonté d'en faire l'examen qui formerait les futures élites du pays. « Décrocher le bac dans les années 1960 était aussi synonyme de libération », complète son collègue Philippe Marchand, diplômé en 1955. « Jusqu'au bac, nous étions des potaches exposés à la surveillance de nos familles et de nos professeurs, embrigadés dans un emploi du temps très strict. Une fois reçus, un vent de liberté soufflait sur nous, comme la promesse d'un avenir radieux. C'était encore plus vrai pour les filles, dont les années lycée ressemblaient à la vie au couvent des Oiseaux (talons plats, tablier et ongles coupés de rigueur). Évidemment, aujourd'hui, c'est autre chose ; le rapport aux parents a changé et l'avenir est plus incertain. Il n'empêche, le bac reste un passage. »

Après le premier choc pétrolier, les choses changent. Tourné en 1978 à Lens (Pas-de-Calais), *Passé ton bac d'abord*, le chef-d'œuvre de Maurice Pialat, dépeint une jeunesse privée d'espérance dans une région éprouvée par le chômage. Le baccalauréat, dont il n'est d'ailleurs guère question dans le film, signe toujours l'entrée dans l'âge adulte, mais l'horizon s'est obscurci. Engagé au début des années 1960 (le nombre de reçus se situe alors autour de 60 000), le mouvement de « démocratisation » s'accélère en 1985 quand Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation, décrète vouloir mener « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ». « On oublie de rappeler que cette annonce coïncidait avec la création du bac professionnel », rappelle le recteur Chanut.

12 %

le taux de bacheliers en 1960, pour une même génération. 61 499 candidats sont reçus cette année-là.

81,3 %

le taux de réussite au bac en 1968. Pour la première fois, les filles (87 930 reçues) dépassent les garçons (81 492 admis). Les épreuves se déroulent uniquement à l'oral.

LES GRANDES DATES DU BAC

1808 Napoléon crée par décret le baccalauréat et en fait le premier grade de l'université impériale.

1809 Première session, 32 reçus.

1840 Introduction des épreuves écrites.

1861 Julie-Victoire Daubié, soutenue par l'impératrice Eugénie, est la première femme autorisée à passer les épreuves. Et à les réussir (elle a 37 ans).

1874 Le baccalauréat est scindé en deux séries d'épreuves, organisées à une année d'intervalle.

1902 Réforme de l'enseignement secondaire. Un baccalauréat sans latin voit le jour. Les agrégés et docteurs du secondaire sont autorisés à siéger dans les jurys universitaires.



Guerre. Épreuve du baccalauréat pour les étudiants libérés. Paris, février 1941.

1963 Abandon de la première partie, remplacée par un examen probatoire en classe de première.

1968 Les épreuves du bac sont ramenées à une journée d'oraux. Taux de réussite record (81,3 % vs 59,6 %, un an plus tôt).

1985 Jean-Pierre Chevènement fixe l'objectif de « conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ». Création du bac pro.

2019 Réforme Blanquer. Les séries L, S et ES sont remplacées par des modules. Grève des correcteurs.



Bachot. Session du bac en juin 1968, à la Maison des examens.

2020 Pour la première fois de son histoire, l'examen du bac, terrassé par le Sars-CoV-2, est remplacé par un contrôle continu total.

LAP/ROGER-VOLLET - ROGER-VOLLET



Vingt-cinq ans ont passé, le but est pratiquement atteint et un autre objectif l'a supplanté : mener un jeune Français sur deux au niveau de la licence. Le bac semble être devenu une formalité. Pour la presse, c'est le marronnier par excellence : chaque année, les mêmes images reviennent d'élèves agglutinés devant les panneaux d'affichage. Les cris, les larmes, les embrassades : rien de tout cela n'advient cette année. « On fera la fête quand même, mais, on ne va pas se mentir, ça ne sera pas pareil », regrette Gauthier, du lycée Louis-Pasteur de Lille. « Il manquera quelque chose », admet Philippe Marchand.

« Vraiment ? Pour qu'il y ait rite de passage, il faut que ça fasse un peu mal. Dans certaines tribus, on devient un homme après avoir étranglé un aigle à mains nues. À la Légion étrangère, on fait ses classes. Le bac, il faut y mettre du sien pour ne pas l'avoir », ironise Jean-Paul Brighelli. Pour ce normalien, qui ne cesse de se lamenter de « la baisse du niveau des élèves », le contrôle continu de la session 2020, « déjà en germe dans la réforme Blanquer », ne changera rien à l'affaire : « Au lieu des 90 % de réussite habituels, on atteindra peut-être les 92 ou 93 %. Les rares recalés saisiront les tribunaux en invoquant la rupture d'égalité, comme l'an dernier, quand des notes ont été attribuées par certains présidents de jury à la suite du mouvement de grève des correcteurs. »

Selon les textes officiels, cette session « exceptionnelle » a été « conçue dans un esprit de bienveillance ». Les moyennes seront arrondies au point supérieur et pourront être relevées par le jury final, à la lumière des appréciations des professeurs. « Ce qui, au demeurant, se pratiquait déjà les années précédentes dans le secret des commissions d'harmonisation », souffle un professeur d'histoire-géographie. « Je partage cette idée de la

Affichage. Attente des résultats rue de l'Abbé-de-l'Épée, à Paris, en juin 1943.



Pionnière. En 1861, Julie-Victoire Daubié est la première femme autorisée à passer les épreuves du baccalauréat... et à les réussir.

bienveillance, non par « béni-oui-ouïsme », mais parce qu'elle n'est ni de la pitié ni de la charité, encore moins du laxisme. Elle est indissociable d'une exigence qui consiste à tirer chacun vers le mieux », considère le recteur Chanet, nommé en début d'année président du nouveau Comité d'histoire de l'Éducation nationale.

L'épidémie va-t-elle, comme le pense Jean-Paul Brighelli, précipiter la chute du bac ancienne formule, celle que les « 2002 » ne connaîtront jamais ? Jean-François Chanet livre à ce sujet cette anecdote savoureuse : « Lors des discussions que nous avons eues en visioconférence durant le confinement pour évoquer avec le ministre les modalités de la présente session, un représentant de la vie lycéenne a réclamé un redoublement général pour tous les candidats ! C'est dire si l'idée selon laquelle le contrôle continu fait baisser le niveau a la peau dure. » Une idée fautive, selon lui. « Je ne suis pas du tout convaincu que ce type d'évaluation avantage les plus faibles. Le contrôle continu sanctionne un travail régulier, souvent plus sévèrement noté que l'examen final, qui permet aux candidats qui se sont laissés vivre durant l'année de s'en tirer en bachotant. Non, le contrôle continu ne consiste pas à donner le bac à tout le monde. »

Examen sacrifié. Claire Guéville, du Snes-FSU, partage cet avis : « Les moyennes des deux premiers trimestres seront le plus souvent inférieures aux notes obtenues à l'examen final », prédit-elle. Cette syndicaliste s'inquiète des résultats « très inégaux » selon les établissements et réclame « des garanties et de la transparence » sur les ajustements auxquels procéderont les jurys. Philippe Marchand, l'historien du bac, en a la certitude : « Une fois cette session extraordinaire passée, les partisans de l'examen reprendront le dessus. Car, pour eux, le contrôle continu sera toujours moins sérieux que faire plancher un élève pendant quatre heures sur une dissertation. Ce qui est éminemment discutable. » Là encore, Jean Brighelli n'est pas d'accord : « Le bac était moribond, le virus a signé sa nécrologie. On a sacrifié l'examen sans trop opposer de résistance car il ne représente plus grand-chose. Peut-être survivra-t-il sous une autre forme pour devenir une sorte de certificat de fin d'études ; on maintiendra une fiction d'examen et on laissera Parcoursup faire le tri. C'est déjà ce qui se passe. »

Plus que de l'avenir du bac, cet enseignant de la vieille école – « un titre de gloire, je m'en voudrais d'être progressiste » – s'inquiète de « l'état » dans lequel il retrouvera ses élèves en septembre. « Les ramener aux exigences de la vie scolaire après six mois d'absence sera extraordinairement difficile. Les épidémies ont toujours contribué à renforcer les inégalités, on aura encore malheureusement l'occasion de le vérifier. » Le recteur Chanet en convient : « La fracture numérique apparue durant le confinement s'est révélée être ce qu'elle est : une duplication, voire un facteur d'aggravation de la fracture sociale. Mais, durant cette période si particulière, les élèves ont développé de nouvelles compétences et y ont gagné en autonomie. Ils ont développé d'autres formes de relations avec leurs professeurs, et on aura fait un bond en matière d'accompagnement personnalisé », veut-il croire ! ■

« C'est comme à la messe, s'il n'y a pas de communion, tout le monde se barre avant la fin. » Un agrégé de lettres

DR - LAPI/ROGER-VIOLETTE